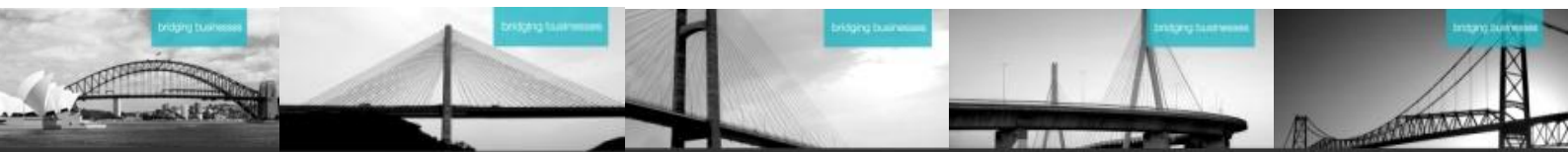


RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

BEAU GESTE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Ile du Roi - BP 320
27103 VAL DE REUIL CEDEX



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association BEAU GESTE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 16 juillet 2025

Le Commissaire aux comptes
JPA Associations



Damien POTDEVIN



BEAU GESTE

SIRET : 32319933100048 - APE : 9001Z

**Comptes annuels au
31 décembre 2024**

*BEAU GESTE
B.P. 320 - Ile du Roi, 27103 VAL-DE-REUIL CEDEX
Téléphone: 02 32 59 89 45 - mail : contact@ciebeaugeste.com*

SOMMAIRE

COMPTES ANNUELS	2
BILAN ACTIF	3
BILAN PASSIF	4
RÉSULTAT	5
ANNEXES	7
OBJET SOCIAL	8
NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES REALISEES ET MOYENS MIS EN OEUVRE	8
FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE	10
RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	11
COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	13
VARIATION DES FONDS PROPRES	15
VARIATION DES FONDS DEDIEÉS	16
IMMOBILISATIONS	17
AMORTISSEMENTS	18
DÉPRÉCIATIONS	19
ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE	20
PROVISIONS	21
ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE	22
ENGAGEMENTS FINANCIERS	23
AUTRES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN	23
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	23
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	23
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	24
SUBVENTIONS AIDES AUX PROJETS	24
SUBVENTIONS EN NATURE	24
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	24

JPA ASSOCIATIONS

COMPTES ANNUELS

BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2024			Exercice clos le 31/12/23
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/24	
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	94 861	75 501	19 360	206
Immobilisations corporelles en cours	52 793	42 317	10 476	7 859
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	153		153	153
Prêts				
Autres	1 917		1 917	1 901
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	149 723	117 818	31 905	10 118
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	8 680	5 677	3 003	8 680
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 200		4 200	1 393
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	4 969		4 969	30 936
Valeurs mobilières de placement	156 618		156 618	153 568
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	56 660		56 660	48 630
Charges constatées d'avance	3 101		3 101	9 434
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	234 228	5 677	228 551	252 641
FRAIS D'ÉMISSION DES EMPRUNTS (III)				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)				
ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	383 952	123 495	260 456	262 759

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/24	Exercice clos le 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	24 392	24 392
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	123 320	122 403
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	(8 427)	917
SITUATION NETTE	139 285	147 712
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	9 016	
Provisions règlementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	148 301	147 712
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	56 801	65 602
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	56 801	65 602
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	12 119	11 250
TOTAL PROVISIONS (III)	12 119	11 250
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 278	13 993
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	27 957	24 201
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (III)	43 235	38 194
ECARTS DE CONVERSION DU PASSIF (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	260 456	262 759

RÉSULTAT

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations				
Ventes de biens et services	609		609	
Ventes de biens				
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	47 216	24 522	22 694	93%
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	261 000	251 700	9 300	4%
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges				
Utilisations des fonds dédiés	65 602	101 168	(35 566)	-35%
Autres produits	1	3 611	(3 610)	-100%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	374 428	381 001	(6 573)	-2%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	(4)		(4)	
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	146 538	145 897	640	0%
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	3 068	2 843	226	8%
Salaires et traitements	122 169	114 342	7 827	7%
Charges sociales	48 658	43 847	4 811	11%
Dotations aux amortissements	4 959	2 712	2 247	83%
Dotations aux provisions	6 546	562	5 984	1065%
Reports en fonds dédiés	56 801	65 602	(8 801)	-13%
Autres charges	8	7 056	(7 048)	-100%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	388 743	382 860	5 883	2%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(14 315)	(1 859)	(12 456)	-670%
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	4 104	2 929	1 175	40%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	800		800	
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	4 904	2 929	1 975	67%
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées		58	(58)	-100%
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)		58	(58)	-100%
2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	4 904	2 871	2 033	71%
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	(9 411)	1 012	(10 423)	-1030%

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	984		984	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	984		984	
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital		95	(95)	-100%
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		95	(95)	-100%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	984	(95)	1 079	1141%
PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (VII)				
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (VIII)				
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	380 316	383 930	(3 614)	-1%
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII+ VIII)	388 743	383 013	5 730	1%
EXCÉDENT OU DÉFICIT	(8 427)	917	(9 344)	-1019%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				

JPA ASSOCIATIONS

ANNEXES

OBJET SOCIAL

L'objet social de notre association est décrit ainsi dans les statuts :

Cette association a pour objet principal la création chorégraphique individuelle et collective, de promouvoir l'animation culturelle et développer l'enseignement chorégraphique en direction du milieu scolaire, du milieu d'entreprise, des localités rurales, des quartiers urbains et plus généralement tous milieux, dans un souci de sensibilisation à l'Art chorégraphique et toutes les activités au service de cet objet.

Les organes statutairement compétents de notre association ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet associatif » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES REALISEES ET MOYENS MIS EN OEUVRE

ACTIVITES	Actions réalisées	Moyens mis en œuvre
CREATION	<i>Road Movie / Tenues de scènes / saison 3</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Écriture au Dancing et enregistrements • Création en 2024
	<i>Radio-danse</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Enregistrement de 2 maquettes d'une émission de radio avec Dominique Rebaud
	<i>40 ans Beau Geste / Acte 3 : 2001-2011 - Implantation de la compagnie</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Écriture, montage et du film au Dancing • Enregistrement • 1^{ère} au Cinéma les Arcades de Val-de-Reuil (27)
DIFFUSION	<i>Road Movie</i>	<ul style="list-style-type: none"> • 3 représentations
	<i>40 ans Beau Geste / Acte 3 : 2001-2011 - Implantation de la compagnie</i>	<ul style="list-style-type: none"> • 1 diffusion
RESIDENCES	<i>Résidences d'artistes au Dancing</i>	<ul style="list-style-type: none"> • 16 compagnies accueillies sur 63 jours
RECHERCHE	<i>Phase de recherche pour ALL STARS en collaboration avec la compagnie DCA-Philippe-Decouflé</i>	<ul style="list-style-type: none"> • 2 sessions de répétitions en 2023
ACTIVITES	Actions réalisées	Moyens mis en œuvre
ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE	Ateliers de pratique artistique et stages	<ul style="list-style-type: none"> • Jumelages avec l'école primaire de Saint-Georges-Motel • Partenaire artistique de l'option facultative art : danse du Lycée Les Fontenelles de Louviers avec ateliers de pratique artistique et un accueil des danseurs amateurs de Cusset pour une présentation publique au Théâtre de l'Arsenal • Ateliers chorégraphiques financés par le Pass Culture avec le collège Simone Veil de Bourg-Achard et le collège de Conches en Ouche

		<ul style="list-style-type: none"> • Ateliers de pratique artistique en partenariat avec la DSDEN de l'Eure avec les écoles primaires de Pîtres et de Bourg Achard • Ateliers chorégraphiques menés avec l'UNSS danse dans le cadre des rencontres à Saint Etienne du Rouvray • Ateliers pédagogiques menés avec L'Odia Normandie <p>Ateliers avec 6 chorégraphes pour Danse en Territoire en partenariat avec le Théâtre de l'Arsenal.</p>
--	--	--

JPA ASSOCIATIONS

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

1. FAITS ESSENTIELS DE L'EXERCICE AYANT UNE INCIDENCE COMPTABLE

Néant.

2. CIRCONSTANCES QUI EMPECHENT LA COMPARABILITE D'UN EXERCICE A L'AUTRE

Néant.

3. AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS

Néant.

JPA ASSOCIATIONS

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. RÈGLES GÉNÉRALES

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément au règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014, règlement homologué par arrêté du 8 septembre 2014 publié au Journal Officiel du 15 octobre 2014 ainsi qu'aux avis et recommandations ultérieurs de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Ils respectent également le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Construction	20 à 30 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. FRAIS D'ÉTABLISSEMENT

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

4. STOCKS

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

5. CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

7. INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

Une provision pour risque a été constituée en 2005 et est complétée chaque année.

8. ENGAGEMENTS FINANCIERS PARTICULIERS

Pour la bonne compréhension des comptes, il faut noter que certaines immobilisations sont inséparables du studio « Le Dancing » (plancher, aménagements divers) et que l'association s'est engagée à les laisser en place en cas de départ éventuel.

9. CONTINUITE DE L'EXPLOITATION

Le statut d'association limite ses fonds propres et rend l'association très dépendante de ses recettes courantes, recettes propres (vente de spectacles, coproductions), complétées par des subventions publiques qui sont absolument indispensables.

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

A - Produits et charges par origine et destination	Exercice clos le 31/12/2024		Exercice clos le 31/12/23	
	Total	Dont générosité du public	Total	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie				
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels				
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat				
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	53 714		31 062	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	261 000		251 700	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRÉCIATIONS				
5 - UTILISATIONS DES FONDS DÉDIÉS ANTÉRIEURS	65 602		101 168	
TOTAL DES PRODUITS	380 316		383 930	
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	138 749		130 837	
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public				
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	193 193		186 574	
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRÉCIATIONS				
5 - IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES				
6 - REPORTS EN FONDS DÉDIÉS DE L'EXERCICE	56 801		65 602	
TOTAL DES CHARGES	388 743		383 013	
EXCÉDENT OU DÉFICIT	(8 427)		917	

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Exercice clos le 31/12/2024		Exercice clos le 31/12/2023	
	Total	Dont générosité du public	Total	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GÉNÉROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat				
Prestations en nature				
Dons en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIÉES À LA GÉNÉROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature	72 000		70 000	
Dons en nature				
TOTAL DES PRODUITS	72 000		70 000	
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France				
Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES À LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	72 000		70 000	
TOTAL DES CHARGES	72 000		70 000	

VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	146 795		917		147 712
Report à nouveau		917		917	
Excédent ou déficit de l'exercice	917				(8 427)
SITUATION NETTE	147 712				139 285
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement			9 016		9 016
Provisions réglementées					
TOTAL FONDS PROPRES	147 712		9 016		148 301

VARIATION DES FONDS DEDIES

Variation des fonds dédiés	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des 2 derniers exercices
Ministère de la Culture et de la Communication							
Projets d'Education Artistique et Culturelle							
Subventions d'exploitation	27 435		8 526			18 909	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	27 435		8 526			18 909	
Ministère de l'Education Nationale							
Projets d'Education Artistique et Culturelle							
Subventions d'exploitation	10 473		5 773			4 700	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	10 473		5 773			4 700	
Événement 40 ans de la compagnie							
Subventions d'exploitation	52 194		19 001			33 193	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	52 194		19 001			33 193	

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légale
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel	73 389		21 472			94 861	
Installations générales, agencements divers	18 282					18 282	
Matériel de transport	23 168				23 168		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	36 403		5 259		7 150	34 511	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	151 242		26 731		30 318	147 654	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations							
Autres titres immobilisés	153					153	
Prêts et autres immobilisations financières	1 901		16			1 917	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	2 054		16			2 070	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	153 295		26 747		30 318	149 723	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage industriel	96 351		20 850	75 501
Inst. générales, agencements, aménagements divers	14 131	4 959	4 017	15 073
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	32 695		5 451	27 244
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	143 177	4 959	30 319	117 818
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	143 177	4 959	30 319	117 818

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours		5 677		5 677
Dépréciation sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL		5 677		5 677

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 917		1 917
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	4 200	4 200	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	252	252	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	4 079	4 079	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	0	0	
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	637	637	
Charges constatées d'avance	3 101	3 101	
TOTAL DES CRÉANCES	14 187	12 270	1 917

PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires	11 250	869		12 119
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	65 602	56 801	65 602	56 801
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	76 852	57 670	65 602	68 920

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	15 278	15 278		
Personnel et comptes rattachés	5 797	5 797		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	19 253	19 253		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	1 033	1 033		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	1 874	1 874		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DETTES	43 235	43 235		

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Nature de l'engagement	Montant de l'engagement restant à la clôture de l'exercice
Contrat(s) de crédit-bail Retraites et indemnités assimilées Créances de l'actif immobilisé Suretés reçues Suretés données Effets de commerce escomptés non échus cessions de créances Dailly, affacturage	12 119

AUTRES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN

Opérations non inscrites au bilan (détail par nature)	Objectif commercial (description de l'objectif commercial)
Contrats de location de longue durée Fournisseurs et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance	

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	3 101
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	3 101

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

	Montants
Ministère de la Culture et de la Communication - DRAC Normandie	60 000
Région Normandie	60 000
Département de l'Eure	25 000
Ville de Val-de-Reuil	25 000
TOTAL SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	170 000

SUBVENTIONS AIDES AUX PROJETS

	Montants
Ministère de la Culture et de la Communication - DRAC Normandie - Education artistique et culturelle	
Enseignement facultatif art : danse du Lycée Les Fontelles de Louviers - 2024/2025	4 000
Jumelage 1er degré à l'école Louise Michel de Gaillon "Oh mob beau château !" - 2024/2025	5 000
PACTE avec la ville de Bourg-Achard	10 000
Ministère de l'Education Nationale	
PACTE avec la ville de Bourg-Achard	4 700
TOTAL AIDES AUX PROJETS	23 700

SUBVENTIONS EN NATURE

	Montants
Ville de Val-de-Reuil - mise à disposition gratuite de locaux à l'usage unique de la compagnie :	72 000
- Le Dancing : studio de danse de 200 m2 sur l'île du Roi à Val-de-Reuil	
- des locaux administratifs de 130 m2 sur l'île du Roi à Val-de-Reuil	
- un local de stockage pour les décors et costumes de 450 m2 à la Ferme de la Salle à Val-de-Reuil	
- une maison de type F3 pour l'hébergement des artistes, rue de la Fossette à Val-de-Reuil	
y compris charges d'éclairage et de chauffage (à part le local de stockage)	
TOTAL SUBVENTIONS EN NATURE	72 000

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

	Montants
Région Normandie - Dispositif Equipements Scéniques	10 000
- Subvention d'investissement pour le renouvellement de matériel scénique	
Renouvellement de matériel lumière, son et remplacement du tapis de danse du Dancing	
Financement de la Région à hauteur de 48,32% du montant de l'investissement	
Dépense subventionnable de 20 696 € H.T.	
TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	10 000